

Toute explosion des tarifs serait intolérable. Alors que gouvernements et marchés financiers imposent sans cesse de nouveaux plans de rigueur aux peuples, nous refusons de les faire payer davantage. **Nous refusons aussi de faire financer la zone unique par les collectivités : cela reviendrait à faire payer les contribuables** ou à détériorer leurs politiques au service des Francilien-nes.

C'est bien aux entreprises, n'en déplaise au MEDEF, de contribuer à l'amélioration des transports : car quand les salarié-e-s galèrent dans les transports, c'est toute l'économie qui trinque. **Les entreprises sont les premières bénéficiaires de l'amélioration des transports, qu'elles y contribuent est légitime et nécessaire.** Face à cette proposition, le MEDEF joue la complainte des entreprises étranglées. Si le versement transport empêchait le développement économique, alors comment expliquer que Paris et les Hauts-de-Seine, où il est le plus élevé, connaissent le plus fort développement économique ? Les entreprises comme les salarié-e-s ont intérêt à l'amélioration des transports en commun !

C'est tout le sens que la proposition de Loi présentée par Laurence COHEN, Sénatrice du Val-de-Marne, avec comme rapporteur Michel Billout, Sénateur de Seine-et-Marne, soutenue par l'ensemble du groupe Communiste Républicain et Citoyen (CRC). L'examen de cette proposition de loi a débuté fin février et se poursuit le 16 mai prochain.

La gauche sénatoriale doit être sur les mêmes positions que la gauche régionale en votant cette proposition de loi rendant ainsi possible le financement de cette mesure.

MOBILISONS-NOUS ENSEMBLE POUR GAGNER CETTE MESURE DE JUSTICE TERRITORIALE QUI AMÉLIORERA LE QUOTIDIEN DES FRANCILIEN-NES DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN.

Le versement transport, kezako ?

Le versement transport, c'est la contribution des entreprises aux transports en commun. Chaque entreprise de plus de 9 salarié-e-s la paie, en fonction de sa masse salariale.

Le taux du versement transport diffère selon les départements en Île-de-France. Pour les communistes, ces zones, qui datent de 1975, ne correspondent plus à la situation économique. Ils proposent un taux à 2,7 % pour toutes les zones.

Au-delà de la zone unique :

Les élu-e-s communistes et Front de gauche sont engagé-e-s depuis de nombreuses années pour une tarification plus juste permettant le droit à la mobilité de toutes et tous. **Nous avons notamment obtenu la gratuité des transports** pour les chômeurs-ses, les bénéficiaires du RSA et leurs ayants droits, ainsi que pour les jeunes en insertion, et des **tarifs réduits** pour les précaires (titulaires de la CMU, de l'AME, de l'ASS et de l'API). Plus d'un million de personnes sont concernées par ces mesures.

Nous avons également obtenu que le dézoning soit effectif les week-ends et jours fériés, et ce depuis le 1^{er} septembre dernier.

Le dézoning sera également possible tous les jours cet été, de mi-juillet à mi-août.

Face un système de zones particulièrement complexe et inégalitaire — les prix varient du simple au double entre tickets et abonnement pour le RER ou les Transiliens —, nous réclamons une refonte totale du système de tarification et notamment des billets.

Renforcer l'offre et la qualité de service pour répondre aux urgences

Au-delà de la question tarifaire, les usagers ont besoin de plus d'offre et d'une meilleure qualité de service pour faire face à leur galère au quotidien : moderniser et améliorer les infrastructures de transport, notamment les RER, améliorer la desserte de certains territoires aujourd'hui encore trop enclavés, améliorer la régularité, désaturer la ligne 13, prolonger certaines lignes du métro, améliorer l'information des voyageurs/ses, la propreté sur l'ensemble du réseau, créer de nouvelles lignes de bus et augmenter leur fréquence, rénover et renouveler le matériel roulant.. Autant de sujets sur lesquels il est impératif d'avancer rapidement.